

Pour une défense au rang de la France

Repenser nos capacités militaires dans un nouveau contexte stratégique



CERCLE ORION
LES ÉDITOS DU CERCLE ORION

Le contexte stratégique actuel impose un inventaire de nos capacités de défense. L'algèbre confrontationnelle intègre un nombre toujours plus croissant de théâtres alors que les impérialismes révisionnistes se réveillent. L'audit de notre armée, mené par ses plus éminents généraux, souligne un bilan qui, nonobstant un réel réengagement budgétaire récent, demeure en-deçà de ce qu'impose des scénari offensifs à la probabilité croissante. Il devient donc impératif de renforcer notre défense mais au-delà aussi notre résilience nationale. La cohésion d'une Nation est son plus fondamental rempart.

Par Aymeric DELON

Le Président de la République, en sa qualité constitutionnelle (art. 15 C.) de chef des armées, a prononcé ce 09 novembre 2022 un discours qui, au-delà de l'annonce médiatiquement relevée de la fin de l'opération "Barkhane", dévoile les contours actualisés de la doctrine de défense française. La date n'est pas un hasard : en ce jour anniversaire de la mort du Général DE GAULLE, celui qui a rendu la dignité à l'armée de France après la débâcle et l'occupation, Emmanuel MACRON a inscrit ses mots dans les qualités si gaulliennes du "courage" et de la "vision". *L'armée française et les efforts engagés à cette heure en sont-ils aujourd'hui entièrement à la hauteur ?*

La nécessité d'un sursaut face à un nouveau contexte stratégique ...

Le discours du chef de l'Etat en rade de Toulon portait sur la présentation de la Revue stratégique actualisée "version 2022" de notre défense. Cette révision s'ancre bien entendu dans un changement de paradigme géopolitique inédit : après l'émergence des cyber-conflictualités et du développement des guerres hybrides, après la menace croissante de la Chine au cœur de la nouvelle arène belligère qu'est l'Indopacifique, nous devons désormais prendre en compte le retour de la guerre conventionnelle sur le sol même de l'Europe, sous le sceau de la nostalgie de l'empire russe. Sans compter entre autres sur les menaces iraniennes et turques.

L'attitude russe est symptomatique du spectre des menaces à intégrer : retour des impérialismes régionaux voire mondiaux à la politique révisionniste ; négation croissante des règles du droit international ; mise en question des principaux tabous doctrinaux à l'instar de la dissuasion nucléaire ; recours accru aux cyberattaques ; manipulation de l'information ou encore déploiement de milices privées comme au Mali. Dès lors, l'invasion de l'Ukraine lancée par Vladimir POUTINE le 24 février 2022 opère, selon la *Revue nationale stratégique 2022*, un "glissement stratégique", en tant qu'engagement dans une

penne qui était crainte dans l'algèbre des relations internationales.

Dans son audition à la Commission de la défense de l'Assemblée nationale la veille de la Fête nationale, le général Thierry BURKHARD, chef d'état-major des armées (CEMA), décomposait ainsi le nouveau contexte stratégique auquel est confrontée notre armée : un retour de "l'emploi désinhibé de la force comme mode de règlement des conflits internationaux" (au grand dam donc de la Charte des Nations Unies) ; l'implication de grandes puissances capables de réduire notre liberté d'action sur l'ensemble des domaines (là où le terrorisme ne pouvait rivaliser équitablement avec notre armée que sur le milieu terrestre) ; le "changement d'échelle" de la guerre, en s'étendant dans des champs comme le cyber ou encore l'espace exo-atmosphérique ou les grands fonds marins.

... qui doit pallier des années de démantèlement de nos capacités de défense ...

La fin de la Guerre froide a instillé l'idée, bien aidée par l'enjeu continu de maîtrise de nos déficits publics croissants, des "dividendes de la paix". Puisque la France ne risque plus de "guerre de haute intensité", il devient possible dès lors de progressivement réduire les moyens humains et matériels dans notre défense. En trente ans, le nombre de chars dont dispose l'armée française a été divisé par plus de six, le nombre d'avions de combat par trois, celui de bâtiments de la marine par deux. La modernisation de nos capacités est lente, alors même que la France jouit encore d'une industrie de défense de rayonnement mondial (Thalès, Dassault, Airbus Defense & Space, Naval Group ...).

Ce constat a fait dire récemment aux plus éminents experts de la matière militaire — que ce soit le général BURKHARD, lors de l'audition susmentionnée, ou plus récemment de Pierre DE VILLERS, ancien CEMA, ce 09 novembre — que notre armée n'est pas prête pour une guerre de

haute intensité. Tel est également le constat établi par le rapport d'information parlementaire déposé au bureau de l'Assemblée nationale une semaine jour pour jour avant le début de l'offensive russe et présidé par le binôme Patricia MIRALLES (aujourd'hui secrétaire d'Etat aux Anciens combattants) et Jean-Louis THIÉRIOT, député LR.

Si parfois cette réduction de nos capacités défensives répondait à des impératifs du droit international, à l'instar de notre stock d'ogives nucléaires dans le cadre de la doctrine de "stricte suffisante" dérivant des clauses des traités de non-prolifération nucléaire (au premier desquels le TNP), la baisse globale constatée apparaît aujourd'hui vu le paradigme international comme une foncière faute de lèse-souveraineté.

... à ce jour qu'en partie corrigées dans le cadre de la dernière LPM...

La loi de programmation militaire (LPM) votée fin 2017 pour les années 2019 à 2025, prenant acte de la *Revue stratégique nationale* de 2017, a enrayé les années de baisse tendancielle des dotations budgétaires allouées aux armées. L'effort est massif : embauches pour 6000 postes (dont 1500 dans le cyber et 1500 dans le renseignement), modernisation des systèmes, politique de recherche, réarmement capacitaire, en particulier s'agissant de la dissuasion nucléaire (avec le sous-marin lanceur d'engin [SNLE] *Suffren*) ; constitution d'un commandement de l'espace. Les dépenses militaires tangentent enfin la cible des 2% du PIB fixée par l'Alliance atlantique (ou plus précisément par les Etats-Unis dans le cadre de la doctrine du "partage du fardeau" [*burden sharing*] fortement entonnée par Donald TRUMP).

Toutefois, la Cour des comptes pointe dans un rapport récent sur l'évaluation de la LPM 2019-25 des sous-budgétisations chroniques (en matière d'opérations extérieures notamment) et, surtout, un manque de précision budgétaire des enveloppes entre 2023 et 2025 qui constituent pourtant la majorité de l'effort financier. De même, le rapport MIRALLES-THIÉRIOT souligne que "le respect des marches à trois milliards prévues par la LPM [hausse incrémentales sur la période 2023-35, contre 1,7 milliard auparavant] est un minimum et l'effort devra se poursuivre au-delà de 2025". Le discours du chef de l'Etat du 09 novembre 2022 s'inscrit dans cette montée en puissance budgétaire, ce qu'il conviendra de veiller lors de la présentation du projet de la future LPM.

L'insuffisance de l'effort français en matière de défense nationale s'ajoute à un contexte où l'effet

de levier que devait être le développement d'une véritable base industrielle de technologies de défense (BITD) européenne s'est brisé. L'Allemagne, qui a décidé dans une rupture politique majeure le renforcement de son budget de défense à hauteur de 100 milliards d'euros (deux fois le budget de défense français, mais pour une situation capacitaire inférieure), ancre ce réarmement de la *Bundeswehr* sur des munitions ... américaines et israéliennes, alors que le projet d'avion de combat du futur (SCAF) conjoint avec la France (qui encore une fois n'a pas à rougir de sa BITD nationale) patine comme des chars en hiver. Des initiatives comme l'*European Patrol Corvette* avec les pays méditerranéens sont pertinentes mais demeurent trop limitées.

... ce qu'il convient de rectifier par la prochaine LPM et, au-delà, par une véritable culture de la résilience nationale.

L'enjeu de la prochaine LPM est donc véritablement de rendre pleinement notre armée digne du rang historique de la France, marqué du fer triomphant des batailles de Bouvines, Valmy ou encore Verdun. Cela suppose d'être à la hauteur budgétaire des défis futurs qui s'imposent à nous, alors par exemple que Moscou et Pékin développent des missiles hypersoniques que nous ne sommes à cette heure incapables de neutraliser. Cela suppose aussi de l'humilité stratégique dans nos interventions pour justement orienter nos efforts : la fin de l'opération "Barkhane" était souhaitable pour éviter un "syndrome irakien", au profit désormais limité d'un soutien aux armées locales couplée à une aide au développement active (cf l'Alliance pour le Sahel lancée par l'axe Paris-Berlin).

L'enjeu est surtout symbolique. Symbolique en Europe où, pour citer le président de la République, l'armée de France doit être "le rocher et l'aiguillon" de l'Europe de la défense : "*Rocher de la seule puissance dotée de l'arme nucléaire en Europe continentale, qui joue toujours un rôle clé dans sa sécurité. Aiguillon pour faire progresser sa souveraineté, faire prospérer sa vision, développer une défense crédible, contribuer ainsi à la force de l'Alliance atlantique*". Notre rang en Europe nous l'impose.

Mais aussi et surtout symbolique en tant que Nation. Le débat sur la fin de la suspension décidée par Jacques CHIRAC du service militaire revient, ici comme dans d'autres pays. Plus fondamentalement, alors que 51% des Français se considèrent patriotes (nous sommes aussi 75% à dire que le patriotisme a encore du sens aujourd'hui) selon une étude Odoxa pour *Le Figaro* (édition du 11 novembre 2022), il est

essentiel de refaire Nation autour du drapeau. Le développement de la réserve et l'introduction du service national universel (SNU) sont dès lors essentiels pour retisser la communauté nationale et gagner en "forces morales". Nos militaires sont l'incarnation du dépassement qu'instille la Nation, selon le *pro patria mori* antique. Cette tension sacrificielle rappelle que nous sommes plus que des individus mais que nous incarnons des valeurs et des héritages qui nous transcendent. L'armée française doit être tant le vecteur que l'exemple de la réinvention cohésive de notre Nation. Notre passé et notre avenir commun nous y obligent. Après tout, comme l'exprimait le Général DE GAULLE, "*il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde*". Inutile de dire que les combats de notre armée s'y inscrivent.

Le Cercle Orion assume une volonté de France puissance qui ne peut s'actualiser que par une défense nationale qu'à la hauteur du nouveau contexte stratégique hostile que nous traversons (que d'aucuns qualifient de "néo-historiques" après la promesse post-historique de Francis FUKUYAMA). Nous croyons dès lors en la nécessité d'une armée forte et moderne. Mais tout cela doit s'inscrire - et c'est pour nous une conviction phare encore plus profonde - dans une Nation qui est véritablement une Nation. Notre cohésion, derrière le drapeau, nos valeurs et nos patrimoines, est le gage ultime de notre résilience. C'est notamment la leçon magistrale que nous enseignent les Ukrainiens. Le monde n'est pas sous l'harmonie d'une "paix cosmopolitique", nos identités ne sont pas exemptes de menaces, et seule la Nation est le rempart contre notre perte. Nos armées en sont le symbole. ■